

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaine du 14 au 20 avril 2023

Résumé :

- **Le gouvernement a transmis à la Chambre des députés sa proposition de réforme du mécanisme de contrôle budgétaire.**

Le document envoyé par le gouvernement confirme l'importance des recettes et du résultat primaire du gouvernement fédéral dans la fixation du niveau de dépenses pour l'année suivante. Le texte, qui devrait faire l'objet d'un vote durant la 1^{ère} quinzaine de mai à la Chambre des députés, vise à assurer à la fois l'augmentation réelle des dépenses et leur caractère contra-cyclique. Même si les nouveautés apportées par rapport au projet dévoilé fin mars vont plutôt dans le sens d'une hausse des dépenses, les marchés les ont relativement bien accueillies, le scénario de dérive budgétaire étant écarté.

- **Le commerce extérieur brésilien affiche un nouveau record historique en 2022.**

Les échanges commerciaux, qui atteignent 607 Mds USD (+ 21,3% sur l'année), restent dominés par la Chine (24,7% du total). Le large excédent commercial, stable à 61,5 Mds USD, n'est pas suffisant pour éviter un solde courant négatif en 2022 (-56 Mds USD) du fait du déficit structurel des balances des services et des revenus primaires. Les exportations brésiliennes ont augmenté de +19% pour atteindre 334 Mds USD grâce à la hausse de la demande et des cours mondiaux sur les marchés agricoles et pétroliers. Les importations brésiliennes ont augmenté de +24,2%, à 273 Mds USD, sous l'effet du rebond économique.

- **Le Mouvement pour la compétitivité (MBC) a remis au gouvernement des propositions de mesure au gouvernement.**

Celles-ci entendent améliorer la croissance économique potentielle, la compétitivité et le bien-être environnemental et social au Brésil. La volonté du gouvernement de s'attaquer au problème du « Coût Brésil » a par ailleurs été confirmée par l'annonce du « Plan de réduction du coût-Brésil 2023-2026 », dont la phase de consultation publique vient d'être lancée.

- **Évolution des marchés du 14 au 20 avril 2023.**
- **Graphique de la semaine : commerce extérieur du Brésil en 2022.**

LE CHIFFRE À RETENIR

607 MDS USD

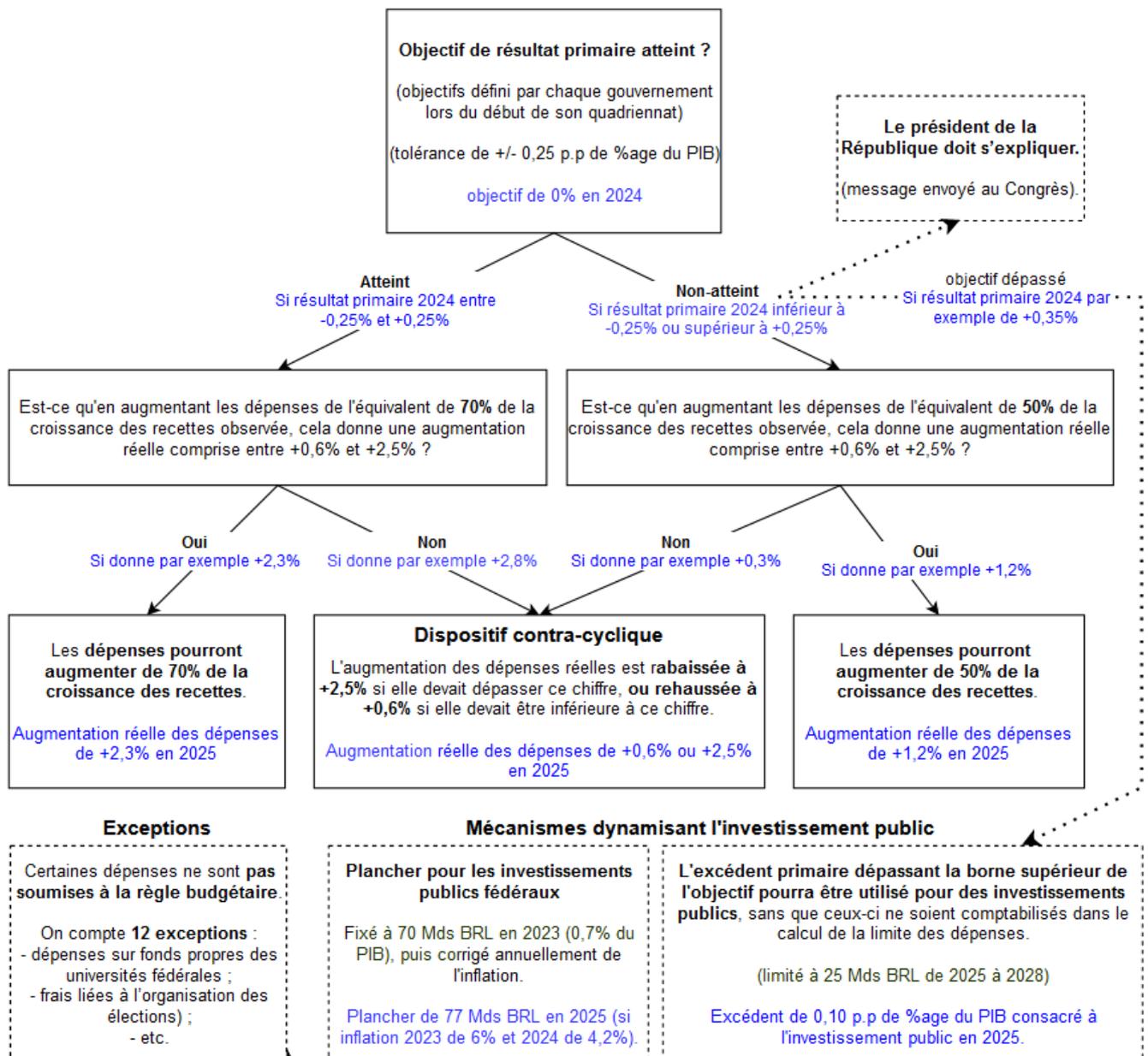
C'est le total des échanges commerciaux du Brésil en 2022 (nouveau record), en hausse de +21,3% par rapport à 2021.

Le gouvernement a transmis à la Chambre des députés sa proposition de réforme du mécanisme de contrôle budgétaire.

Si le texte reprend les principales règles prévues dans la proposition communiquée le 30 mars dernier ([voir la brève](#)), le gouvernement a amendé certains éléments. Pour rappel, l'objectif de ce

nouveau mécanisme est, selon les ministres des Finances et de la Planification et du Budget, « d'instituer un régime fiscal durable pour garantir la stabilité macroéconomique du pays et créer des conditions adéquates pour la croissance socio-économique ».

Mécanismes de contrôle budgétaire proposé par le gouvernement (et exemple pour le budget 2025 en fonction des résultats 2024)



Le document envoyé par le gouvernement confirme l'importance des recettes et du résultat primaire¹ du gouvernement fédéral dans la fixation du niveau de dépenses pour l'année suivante. Le respect ou non des objectifs de résultat primaire (définis par chaque gouvernement lors du début de son quadriennat), en tenant compte d'un intervalle de tolérance (+/- 0,25 p.p du PIB), déterminera la croissance des dépenses autorisées l'année suivante (équivalente à +70% de la croissance des recettes si l'objectif est atteint, +50% si non).

Le texte vise à assurer à la fois l'augmentation réelle des dépenses et leur caractère contracyclique. Pour cela, la hausse des dépenses (une fois corrigée de l'inflation) ne pourrait être ni inférieure à 0,6% ni supérieure à 2,5% (que l'objectif soit atteint ou non, et que les recettes fiscales augmentent davantage ou baissent). Enfin, il existerait **un plancher pour les investissements publics** du gouvernement fédéral, fixé à 70 Mds BRL (13 Mds EUR) pour 2023 (l'équivalent de 0,7% du PIB, contre 0,3% en moyenne de 2017 à 2021), et qui serait corrigé chaque année du niveau de l'inflation. **Les éventuels excédents primaires dépassant l'objectif du gouvernement pourront être utilisés pour des investissements**, et ce sans qu'ils soient compté dans le calcul de la limite des dépenses, dans la limite de 25 Mds BRL pour les années 2025 à 2028.

Le gouvernement a apporté certains changements ou précisions par rapport à la version dévoilée fin mars :

I. Les exceptions des dépenses qui ne seront pas soumises à la règle budgétaire incluent : crédits extraordinaires (tels que ceux mobilisés en 2020 en réaction à la pandémie), ressources abondant le fonds pour l'éducation (Fundeb), frais liées à l'organisation des élections, transferts constitutionnels, capitalisation des entreprises publiques non-financières, dépenses environnementales financées par des dons, dépenses de l'Institut Chico Mendes relatives à la gestion des forêts, dépenses des universités fédérales effectuées sur fonds propres, et transferts pour assurer le salaire minimum des infirmiers.

II. Le mode de calcul des recettes a été détaillé (desquelles dépendent le niveau de dépenses autorisé l'année suivante). Sont ainsi exclues les recettes issues des concessions, des dividendes des entreprises publiques, de l'exploitation des ressources naturelles (redevances pétrolières), et les transferts entre l'Union et les États et municipalités.

III. La période de référence pour l'inflation sur 12 mois sera de décembre à décembre (contre juin auparavant). Cela permettra en 2024 d'avoir un intervalle de dépenses plus important, l'inflation en décembre 2023 (+5,8%) étant nettement supérieure à celle de juin 2023 (+3,8%).

IV. Le président de la République devra s'expliquer en cas de non-atteinte des objectifs de résultat primaire fixés. Il devra dans le cas échéant envoyer un message au Congrès pour exposer les raisons de l'échec et les mesures qui seront adoptées pour y remédier. Cependant, cela n'entraînera pas pour l'exécutif une infraction à la Loi de Responsabilité Fiscale, protégeant ainsi notamment le Président d'une procédure d'*impeachment* pour non-respect de ces objectifs de finance publique.

Même si les nouveautés apportées par le gouvernement vont plutôt dans le sens d'une hausse des dépenses, les marchés les ont relativement bien accueillies. Les économistes soulignent dans l'ensemble que le scénario de dérive budgétaire est écarté, mais critiquent la complexité de la règle, ainsi que la priorité donnée par la hausse des recettes plutôt qu'au contrôle des dépenses.

* * *

L'engagement du gouvernement envers la responsabilité budgétaire est concrétisé par les objectifs de résultat primaire pour les années à venir. Ils sont fixés à 0% pour 2024, à un excédent de +0,5% du PIB en 2025 et +1% en 2026.

Selon le gouvernement, **le nouveau mécanisme budgétaire et les objectifs de déficit primaire permettraient de stabiliser la dette publique à**

¹ Les recettes moins les dépenses, sans tenir compte de la charge de la dette.

77,3% du PIB d'ici 2026 (après une hausse par rapport au niveau actuel de 73,5%²).

Afin de respecter les objectifs fixés, le ministre des Finances a dévoilé la semaine dernière un ensemble de mesures pour augmenter les recettes fiscales du gouvernement³. Si la piste de la suppression de certaines niches fiscales pour les entreprises et de l'imposition des paris en ligne semble confirmée, le projet de taxation des envois internationaux inférieurs à 50 USD a été abandonné à ce stade devant les vives réactions des classes moyennes. En outre, le ministre des Finances a indiqué travailler pour supprimer à terme 150 Mds BRL supplémentaires de niches fiscales aux entreprises (soit un quart des 600 Mds BRL des niches existantes).

* * *

Désormais transmise au Congrès, cette proposition de réforme devrait faire l'objet d'un vote durant la 1^{ère} quinzaine de mai. Le président de la Chambre des députés, Arthur Lira, s'est dit confiant sur le vote du texte même si le gouvernement n'y dispose pas de majorité. En cas de vote favorable, le texte sera ensuite transmis au Sénat.

Le Projet de loi d'orientation budgétaire (PLDO) pour l'exercice budgétaire 2024 a par ailleurs été dévoilé par la ministre de la Planification et du Budget, Simone Tebet. Cette première orientation prévoit un budget à l'équilibre en 2024. Certains paramètres (notamment l'augmentation réelle, au-delà de l'inflation, du salaire minimum) restent toutefois incertains car il a été conçu pour respecter les anciennes règles budgétaires encore en vigueur. Le PLDO 2024 sera amendé une fois le nouveau mécanisme budgétaire adopté.

Le commerce extérieur brésilien affiche un nouveau record historique en 2022.

Le commerce extérieur marque un nouveau record en 2022 avec 607 Mds USD, soit une hausse de +21,3% par rapport à 2021 (cf

graphiques de la semaine). Après avoir chuté sous l'effet de la crise économique et sanitaire (-8,4% en 2020), les échanges commerciaux du Brésil s'étaient largement redressés en 2021, dépassant même leur niveau pré-pandémie (501 Mds USD en 2021 contre 407 Mds USD en 2019). La performance de 2022 s'explique notamment par la hausse des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires, dont a largement bénéficié le Brésil.

Le large excédent commercial, stable à 61,5 Mds USD, n'est pas suffisant pour éviter un solde courant négatif en 2022 (-56 Mds USD). Le Brésil présente en effet structurellement des balances des services (-40 Mds USD en 2022) et des revenus primaires (-64 Mds USD, principalement constitués des rémunérations liées aux IDE) déficitaires.

En dépit des bons résultats de ses échanges commerciaux, le Brésil reste relativement peu intégré au commerce international, avec un taux d'ouverture⁴ de 15,8% en 2022. Le marché brésilien reste encore marqué par la persistance de droits de douanes moyens élevés, de pics tarifaires et de barrières non-tarifaires. Le renforcement de l'insertion régionale et internationale du Brésil est l'une des priorités du gouvernement Lula, qui se traduit notamment par une volonté d'accroître les accords commerciaux.

* * *

Les exportations brésiliennes ont augmenté de +19% pour atteindre 334 Mds USD grâce à la hausse de la demande et des cours mondiaux sur les marchés agricoles et pétroliers. Les exportations sont majoritairement dominées par des produits à faible valeur ajoutée. Les principaux produits d'exportations sont le soja (13,9% des exportations totales, +20,5% à 46,6 Mds USD largement stimulée par la demande chinoise qui représente 68% des exportations de soja brésilien), puis les huiles brutes de pétrole (12,7%, +39% à 42,6 Mds USD) et le minerai de fer (8,7%, -35% en valeur à 28,9 Mds USD, -4% en volume) qui malgré une baisse marquée reste le 3^{ème} poste d'exportation du Brésil. La part de l'agronégoce continue de progresser, représentant 48% du total.

² Selon la définition du gouvernement, qui adopte une méthodologie différente du FMI (pour lequel la dette brésilienne était de 86,5% du PIB en 2022).

³ Voir [Brèves de la semaine précédente](#).

⁴ [(Exports + imports de biens) + 2] ÷ PIB, sur la base d'un PIB de 1920 Mds USD selon les données de la Banque centrale du Brésil.

La Chine reste de loin le 1^{er} client du Brésil avec 26,8% des exportations totales (89,4 Mds USD) malgré un léger recul en 2022 sous l'effet de la baisse des cours du fer. La Chine importe traditionnellement des produits de base, miniers et agricoles (50,7 Mds USD pour l'agronégoce en 2022) et pour lesquels le Brésil a un avantage comparatif. **Les Etats-Unis sont le 2^{ème} client avec 11% des exportations.** Alors qu'ils achètent traditionnellement des produits manufacturés à plus haute valeur ajoutée (produits semi-finis, avions et équipements aéronautiques), les huiles de pétroles brutes et de minéraux bitumineux ont progressé en 2022 de 64,5% pour devenir le premier poste d'exportation (5,1 Mds USD, 14% du total). **L'Argentine, qui concentre 4,6% des exportations brésiliennes, arrive en 3^{ème} position.** Elle continue d'importer massivement des pièces automobiles (11% du total) et véhicules brésiliens (9,9%). **La France occupe la 24^{ème} position** (et 7^{ème} au niveau de l'Union européenne), avec 1% de la valeur totale des exportations.

* * *

Les importations brésiliennes ont augmenté de +24,2%, à 273 Mds USD, sous l'effet du rebond économique (PIB en croissance de +2,9%). Les importations brésiliennes présentent le profil inverse des exportations : **les produits transformés prédominent** (89% du total). En hausse de 63,2%, **les engrais et fertilisants chimiques -devenus les 1^{er} postes d'importation en 2021- sont à nouveau les principaux produits importés en 2022 (9,1% du total avec 24,7 Mds USD).** Viennent ensuite les huiles combustibles (8,6% du total, +75,3% à 23,5 Mds USD), ainsi que d'autres produits issus de l'industrie de transformation (4,3%, +5,21% à 11,8 Mds USD).

Les principaux fournisseurs du Brésil restent la Chine (22,3% de la valeur totale des importations), les Etats-Unis (18,8%), l'Argentine (4,8%) et l'Allemagne (4,7%). L'Union européenne dispose d'une part de marché consolidée de 16,2%. Les importations depuis la Chine sont principalement composées de machines, appareils et matériels électriques (29,7%), réacteurs nucléaires, machines et appareils mécaniques (14,6%), et les produits chimiques organiques (12,7%). Les importations depuis les Etats-Unis sont essentiellement composées de combustibles minéraux et huiles minérales (44%), réacteurs nucléaires, machines et

appareils électriques (16%), et matières plastiques et ouvrages en ces matières (5%).

Au rang des fournisseurs, la France occupe la 13^{ème} place avec 1,8% de part de marché, ce qui en fait le 3^{ème} partenaire européen derrière l'Allemagne et l'Italie (2%). Les exportations françaises à destination du Brésil se concentrent autour de quatre secteurs : i/ les matériels de transport (28,5% des ventes de la France au Brésil en 2022) dont avions, ii/ la chimie et les cosmétiques (25,6%), iii/ les produits pharmaceutiques (11%), et iv/ les machines industrielles (9,2%).

Le Mouvement pour la compétitivité (MBC) a remis au gouvernement des propositions de mesure au gouvernement.

Une liste de propositions pour améliorer la croissance économique potentielle, la compétitivité et le bien-être environnemental et social au Brésil a été présenté par deux *think tank* brésiliens - le Mouvement Brésil Compétitif (MBC) et la Fondation Getulio Vargas (FGV) - sous la forme du document « [Agenda Brasil 2034](#) ». Il est constitué de cinq volets sectoriels différents :

I. Gouvernance : prônant la transparence et la modernisation de l'Etat pour que les politiques publiques soient menées avec une plus grande efficacité.

II. Social : pour la promotion de l'équité et l'accès aux droits sociaux, qui se focalise sur l'accès à la santé, la lutte contre la pauvreté et contre le crime organisé.

III. Environnemental : visant à garantir l'équilibre du patrimoine naturel en recourant à des ressources durables pour lutter contre le changement climatique. Il s'agit de renforcer les institutions et organismes de régulation, restructurer la production pour aller vers une économie bas carbone, et mettre en place une planification environnementale focalisée sur la lutte contre l'épuisement des sols et l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau.

IV. Des infrastructures au service d'une meilleure intégration du territoire et de la

soutenabilité énergétique. L'importance d'un accès universel à une eau potable et à l'assainissement de l'eau est soulignée.

V. Education : visant à moderniser le système de formation, avec pour objectif l'alphabétisation de tous et une meilleure formation professionnelle et technique pour les cursus moins qualifiants.

L'« Agenda Brasil 2034 » est également constitué d'une partie économique :

- Le premier volet se focalise sur les secteurs productifs, l'agriculture verte, indépendante et innovante, la réindustrialisation et un plus grand développement des PME, qui soutiendrait la transformation digitale et environnementale de l'économie.

- Le second volet se concentre sur l'environnement macroéconomique brésilien, pour stimuler l'innovation et la R&D, mieux intégrer l'économie à la mondialisation. La priorité est notamment d'éliminer le « coût Brésil » pour soutenir la croissance.

* * *

La volonté du gouvernement de s'attaquer au problème du « Coût Brésil » est confirmée par le lancement du « Plan de réduction du coût-Brésil 2023-2026 », en plus de la priorité accordée à la réforme fiscale qui entend simplifier la taxation des entreprises. Ce plan est une initiative du Secrétariat de la compétitivité et de la politique réglementaire du ministère du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services (dont le vice-président Geraldo Alckmin est à la tête), et vise à

élaborer un programme d'améliorations réglementaires pour réduire ces coûts de production et encourager la création de richesse au Brésil.

Le gouvernement a ainsi annoncé le 4 avril 2023 l'ouverture d'une consultation publique pour alimenter les discussions. Il s'agit de recevoir durant 45 jours les contributions des entreprises et de la société civile sur les problèmes réglementaires qui entraînent des coûts excessifs ou inutiles pour l'activité économique, en particulier ceux qui divergent des *best practices* internationales.

La consultation publique couvre le cycle de vie complet d'une entreprise, de sa création à sa fermeture. Les sujets incluent notamment les réglementations liées aux impôts, au commerce extérieur, aux infrastructures, au marché du travail, à l'environnement.

Pour rappel, le concept du « coût Brésil » est communément défini comme un ensemble de facteurs socio-économiques propres au Brésil qui provoquent des distorsions et inefficacités structurelles dans les systèmes productifs brésiliens. Dans une étude menée par le gouvernement fédéral et le MBC en 2019, ce coût a été estimé à 1 500 Mds BRL (280 Mds EUR), soit 22% du PIB brésilien. La dernière édition de l'indicateur de la réglementation des marchés de produits (PMR) de l'OCDE en 2018 a placé le Brésil à la 47ème position des 49 économies, soulignant la faible qualité de la réglementation et le manque de compétitivité des entreprises nationales.

Evolution des marchés du 14 au 20 avril 2023.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-2,3%	-5,2%	104 083
Risque-pays (EMBI+ Br)	-12pt	-7pt	249
Taux de change R\$/USD	+3,1%	-4,2%	5,06
Taux de change R\$/€	+2,1%	-1,6%	5,54

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Graphiques de la semaine : commerce extérieur du Brésil en 2022.

Echanges commerciaux du Brésil et solde commercial de 2002 à 2022 (en USD)



Principaux clients du Brésil en 2022

Rang	Clients	Part	Mds USD	Variation (vs 2021)
1	Chine	26,8%	89,4	+1,7%
2	Etats-Unis	11,2%	37,4	+20,2%
3	Argentine	4,6%	15,3	+29,2%
4	Pays-Bas	3,6%	11,9	+28%
5	Espagne	2,9%	9,7	+79,4%
6	Chili	2,7%	9,1	+29,6%
7	Singapour	2,5%	8,4	+44,2%
8	Mexique	2,1%	7,1	+26,8%
9	Japon	1,9%	6,6	+19,5%
10	Inde	1,9%	6,3	+31,3%
...				
24	France	1,0%	3,5	+39,6

Principaux fournisseurs du Brésil en 2022

Rang	Fournisseurs	Part	Mds USD	Variation (vs 2021)
1	Chine	22,3%	60,7	+27,5%
2	Etats-Unis	18,8%	51,3	+30,3%
3	Argentine	4,8%	13,1	+9,6%
4	Allemagne	4,7%	12,8	+12,9%
5	Inde	3,3%	8,9	+31,5%
6	Russie	2,9%	7,9	+37,8%
7	Italie	2%	5,6	+1,6%
8	Corée du Sud	2%	5,5	+6,9%
9	Arabie Saoudite	1,9%	5,3	+84,2%
10	Japon	1,9%	5,3	+3%
...				
13	France	1,8%	5	+3,1%

Principaux produits importés en 2022 par le Brésil

Rang	Produits importés	Part dans les importations	Montant (en Mds USD)	Variation (vs 2021)
1	Engrais ou fertilisants chimiques	9,1%	24,7	+63,2%
2	Combustibles minéraux et huiles minérales	8,6%	23,5%	+75,3%
3	Autres produits issus de l'industrie de transformation	4,3%	11,8	+5,2%
4	Valves et tubes thermoioniques, diodes, transistors	4,2%	11,5	+44,5%
5	Composés organiques et inorganiques	3,6%	9,9	+55%
6	Huiles de pétrole brut ou de minéraux bitumineux	3,6%	9,9	+148%
7	Parties et accessoires de véhicules automobiles	2,8%	7,6	+5,5%
8	Médicaments et produits pharmaceutiques	2,6%	7,1	-12%
9	Insecticides, fongicides et herbicides	2,5%	6,9	+66,6%
10	Equipements de télécommunications	2,4%	6,6	-13%

Principaux produits exportés en 2022 par le Brésil

Rang	Produits exportés	Part dans les exportations	Montant (en Mds USD)	Variation (vs 2021)
1	Soja	14%	46,6	+20,5%
2	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	13%	42,6	+39%
3	Minerai de fer et concentrés	8,7%	28,9	-35%
4	Combustibles minéraux et huiles minérales	3,9%	13	+79,5%
5	Maïs non moulu	3,6%	12,2	+191%
6	Viande bovine fraîche, réfrigérée ou surgelée	3,5%	11,8	+48,2%
7	Sucres et mélasses	3,3%	11	+19,9%
8	Tourteau de soja et autres aliments pour animaux	3,3%	11	+38,7%
9	Autres produits issus de l'industrie de transformation	2,7%	9	+13,7%
10	Viande et abats de volaille frais, réfrigérés et surgelés	2,7%	8,9	+27,8%

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international